



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général**

**Direction de la Coordination  
et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2020-**

*117*

**en date du 18 JUIL. 2020**

**mettant en demeure la société ELYSEE COSMETIQUES  
de respecter certaines dispositions du Code de l'Environnement  
pour ses installations situées à FOLKLING**

**LE PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**VU** le Livre V du Code de l'Environnement, en particulier les articles L.171-6 et L.171-8 et les articles L.541-1, L.541-2, L.541-7-1, R.541-8 et R.541-43 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté DCL n° 2019-A-49 du 30 décembre 2019 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DCL-2019-A-36 du 29 août 2019 portant suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-159 du 22 mai 2000 autorisant la société ELYSEE COSMETIQUES à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de produits cosmétiques située sur le Technopôle de Forbach Sud à FOLKLING ;

**VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 30 juin 2020 ;

**CONSIDERANT** que, lors de cette inspection, il a été constaté que les installations de l'établissement ELYSEE COSMETIQUES produisent des déchets liquides qui sont des eaux de lavage d'outils et de sols, dont la dangerosité n'est pas déterminée, telle que définie à l'article R.541-8 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDERANT** alors que l'exploitant n'a pas caractérisé ces déchets conformément à l'article L.541-7-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que les caractéristiques des déchets sont compatibles avec les méthodes de valorisation retenues ;

**CONSIDERANT** dès lors que la société ELYSEE COSMETIQUES ne respecte pas les prescriptions de l'article L.541-2 du Code de l'Environnement qui prévoit que le producteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers ;

**CONSIDERANT** que le registre des déchets tenu par l'exploitant, en application de l'article R.541-43 du Code de l'Environnement, et présenté lors de l'inspection, ne comporte pas l'ensemble des informations requises par l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDERANT** notamment que ce registre ne présente pas les quantités de déchets produits, mais seulement les quantités facturées, ne faisant ainsi pas apparaître les déchets produits les plus récents ;

**CONSIDERANT** que ces manquements sont de nature à créer des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement dispose que « indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose que « *indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ de la mise en demeure**

La société ELYSEE COSMETIQUES, dont le siège social est situé : ZI Technopôle Sud – 57 600 FORBACH, est mise en demeure de respecter sous 2 mois les dispositions suivantes :

- Article L.541-7-1 du Code de l'Environnement, en caractérisant le déchet que sont les eaux de lavage, notamment sur le caractère dangereux ou non, le caractère dangereux étant défini à l'article R.541-8 du Code de l'Environnement.
- Article L.541-2 du Code de l'Environnement, en démontrant la compatibilité des caractéristiques des déchets avec les modes de traitements réalisés.
- Article R.541-43 du Code de l'Environnement, en mettant en place un registre de suivi des déchets que sont les eaux de lavage, y compris relatif à leur production, conforme à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'Environnement.



## **Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

## **Article 3**

En vertu de l'article L171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

« Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. »

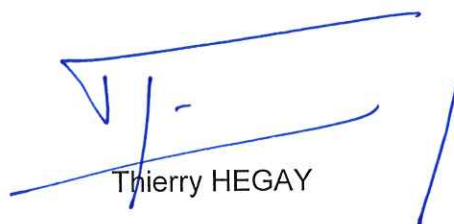
Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

## **Article 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ELYSEE COSMETIQUES dont une copie est également transmise, pour information, à Madame le Sous-Préfet de FORBACH-BOULAY-MOSELLE et au maire de FOLKLING.

Fait à Metz, le 16 JUIL. 2020

Le Préfet  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général par intérim



Thierry HEGAY

